

Appel à projets pédagogiques d'enseignement de défense

Villes en guerre à l'époque contemporaine



Tout au long de l'année scolaire 2025-2026, la direction de la mémoire, de la culture et des archives (DMCA) du ministère des armées pourra apporter son soutien aux projets pédagogiques qui répondront à cet appel à projets pédagogiques. Ce soutien pourra prendre différentes formes financières, pédagogiques et événementielles.

Lors des différentes commissions de subventions de la DMCA qui auront lieu d'octobre 2025 à juin 2026, un intérêt tout particulier sera porté aux actions pédagogiques des établissements scolaires, associations, fondations ou collectivités territoriales qui répondront à cet appel à projets.

Les projets des écoles et établissements scolaires pourront par ailleurs donner lieu à la réalisation d'un film documentaire ou l'attribution de mentions dans le cadre de l'action nationale interministérielle "Héritiers de mémoire".

(<https://cheminsdememoire.gouv.fr/fr/operation-heritiers-de-memoire>)

La sélection des projets scolaires pour "Héritiers de mémoire" ayant lieu fin octobre 2025, les établissements scolaires qui souhaiteraient être sélectionnés dans ce cadre sont invités à transmettre leurs projets dès les mois de septembre et octobre.

Au-delà de l'opération "Héritiers de mémoire", les projets scolaires pourront faire, sous réserve de leur qualité, l'objet d'un soutien financier et partenarial lors des commissions de soutiens aux projets scolaires de novembre 2025, mars et mai 2026.

Pour toute précision sur l'appel à projets, pour l'envoi des projets ou demandes de subvention, nous vous invitons à contacter le bureau de l'action pédagogique et de l'information mémorielles (BAPIM) de la sous-direction de la mémoire combattante (SDMC) :

- Par voie électronique : dmca-bapim.correspondant.fct@intradef.gouv.fr
- Par voie postale : DMCA/SDMC/BAPIM 60, boulevard du Général Martial Valin
CS21623 - 75509 Paris Cedex 15

Cet appel à projets est conduit en partenariat étroit avec le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. Sont également partenaires :

Ministère des Armées :

- L'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD)
- Le Service historique de la Défense (SHD)
- L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC-VG)

Autres partenaires :

- Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE)

Contenu de l'appel à projets pédagogiques

“Raser Leningrad de la surface de la Terre”, tel qu’exprimé par Hitler au moment de l’opération Barbarossa, et ce “avec une volonté de fer jusqu’à l’anéantissement et sans pitié de l’ennemi”, tel qu’explicité par les directives du haut commandement allemand. Durant 872 jours, du 8 septembre 1941 au 27 janvier 1944, le siège par la Wehrmacht et les alliés du Reich de l’ancienne capitale impériale, deuxième ville d’URSS et centre industriel et portuaire stratégiquement majeur, fait au moins 1,8 million de victimes, dont plus de la moitié de civils. Ce sont près de deux habitants sur cinq qui meurent de faim, de froid et d’épuisement au cours du premier hiver et du printemps suivant. Les témoignages écrits des assiégés qui constituent l’archive principale de l’ouvrage de l’historienne Sarah Gruszka (*Le siège de Leningrad, septembre 1941-janvier 1944*) rappellent également que dans la ville comme champ de bataille, les civils sont au cœur de la violence de guerre, cibles des affrontements entre belligérants.

Les villes en guerre se retrouvent sur toutes les scènes des conflits contemporains qui opposent des armées régulières et/ou irrégulières : guerres interétatiques, guerres d’indépendance, guerres civiles, génocides qui surviennent en concomitance avec un conflit. De fait, les opérations de guerre contemporaines se déroulent de plus en plus fréquemment en milieu urbain, ce qu’évoquent jusqu’au temps le plus présent les noms de Bagdad, Beyrouth, Gaza, Grozny, Kaboul, Marioupol, Mossoul ou Sarajevo. Les images diffusées par les chaînes d’information en continue abreuvent les téléspectateurs d’images de combats qui se déclinent au prisme de la morphologie urbaine (la verticalité et la densité urbanistiques, l’espace sous-terrain), de villes en ruine et de civils pris au piège. La ville en guerre est ainsi donnée à voir comme un espace médiatique de combats, de vie, de mort.

L’appel à projets proposé par le ministère des Armées explore une géographie urbaine et une temporalité conflictuelle qui sont celles de l’ensemble des conflits contemporains jusqu’aux engagements de la période la plus actuelle. Il déploie un jeu d’échelles territoriale et diachronique qui s’arrime à trois grandes entrées possibles :

La ville comme champ de bataille. La ville est d’abord un objectif stratégique avec la ville bombardée, la ville assiégée, la ville prise, la ville occupée, la ville libérée, le poids symbolique des villes capitales. La généralisation des bombardements aériens et l’utilisation intensive de l’artillerie à longue portée visent à entraver l’action de l’armée adverse et à briser le moral de la population, et touchent massivement le tissu urbain : champs de ruines, ponts écroulés, immeubles effondrés et quartiers dévastés, réseaux d’électricité et d’adduction d’eau coupés ou hors d’usage, zones interdites en raison des mines anti-personnel et antichar dont elles avaient été truffées.

Ce que la ville en guerre fait aux civils. L’historien britannique Richard Overy nous rappelle qu’entre la Première Guerre mondiale et la fin de la guerre du Vietnam le bombardement de cibles civiles - principalement urbaines - est devenu un trait commun de tous les conflits majeurs, notamment durant la Seconde Guerre mondiale (35 000 morts à Dresde sous un

déluge de feu du 13 au 15 février 1945). Si l'intensité, l'ampleur et la durée des bombardements ont changé après la guerre du Vietnam (les objectifs militaires et stratégiques étant désormais ciblés avec plus de précision), les populations et leur cadre de vie ont continué à subir les ravages des opérations aériennes, de la guerre industrielle et de l'efficacité du contrôle urbain, ce que nous rappelle l'actualité conflictuelle de haute intensité : populations endeuillées, assiégées, occupées, déplacées, réfugiées, otages, spoliées, parfois boucliers humains. Que signifie dès lors vivre en guerre pour des populations civiles qui voient leur ville devenir un champ de bataille, générateur d'une géographie de la violence et de la peur qui bouleverse le quotidien des lieux de vie et de travail ?

La ville en guerre après la guerre. La fin du conflit ne signifie pas le plus souvent le retour à la vie d'avant. Le poids des destructions dessine une géographie de la durée qui oblige à vivre avec et à penser les ruines : *Le temps des ruines*, selon le titre de l'ouvrage de l'historienne Emmanuelle Danchin, donne à voir une histoire par le bas, celle des sinistrés relogés dans des baraquements provisoires (comme au Havre, détruit à plus de 80 % en septembre 1944) ou réinvestissant les restes de leur maison détruite. Il est également l'objet d'une histoire par le haut, celle de la réflexion conduite par les autorités autour de ces ruines qui débouche sur des projets urbanistiques de rénovation ou de reconstruction plus ou moins normés et plus ou moins novateurs ou celle des enjeux de la patrimonialisation (reconstruction de la cathédrale de Reims dans la France des années 20, du pont de Mostar en Bosnie après sa destruction en 1993 durant la guerre de Yougoslavie ou, au contraire, exemple de la *Frauenkirche* de Dresde, détruite en 1945 et laissée en l'état 50 ans durant). Ces deux échelles peuvent se rencontrer *via* l'entrée porteuse du tourisme de guerre (*dark tourism*).

L'appel à projets concerne **tous les niveaux d'enseignement, du collège et du lycée, de l'enseignement général et de l'enseignement professionnel**, dès l'instant où ceux-ci abordent les conflits contemporains (de 1870 à nos jours). Il renvoie à de multiples réalités et bénéficie de nombreuses portes d'entrée dans les programmes, que ce soit pour témoigner de la nature des conflits, analyser leur mémoire ou travailler sur le rapport à la création et à l'information.

Des photographies d'opérateurs militaires et de presse, des extraits de reportages, des films, des vidéos, des productions amateurs, des entretiens, des enregistrements, des journaux intimes et des correspondances peuvent servir de support aux travaux réalisés. Ceux-ci peuvent prendre la forme d'expositions, de catalogues, de diaporamas, voire de productions animées.

Le thème retenu se prête ainsi particulièrement bien à des travaux pluridisciplinaires associant par exemple l'histoire-géographie aux arts plastiques, voire à la philosophie et au français quand ces images s'accompagnent d'un texte plus ou moins élaboré, qui en propose une interprétation ou en oriente le sens.

Le cadre du sujet, élargi à l'ensemble des conflits contemporains, lui confère par ailleurs une dimension internationale permettant d'associer les établissements du réseau de l'Agence de l'enseignement français à l'étranger.